



Déclaration FSU au CDEN du 23 novembre 2017

Pour la FSU, après une rentrée musicale, les couacs n'ont pas tardé à retentir : recrutement de contractuels dans le premier degré, du jamais vu dans notre département, la réduction des emplois aidés remplacés par des services civiques moins onéreux et qui ne sont pas sur les mêmes missions, les devoirs faits dans les collèges organisés dans la précipitation et l'expérimentation du lycée numérique sans réseau !

Dans le 1^{er} degré, ½ poste à l'IME de Mirecourt et un 1/2 poste sur Monthureux- Lamarche, 1 poste à Martigny les Gerbonvaux, 1 poste remplaçant à St Dié, un autre à La Chapelle aux Bois, 1 autre à Escles, c'est au minimum 5 postes qui pour l'instant n'ont pas d'enseignant et cela fait autant d'économie pour l'état ! D'autre part, Il semblerait que le recrutement de contractuels n'est pas aussi simple, le métier d'enseignant n'attire-t-il pas ?

La pression est mise dans tous les secteurs. Les collègues directeurs ou agents administratifs croulent sous des charges de travail inacceptables. Celles-ci sont souvent dues aux réformes menées au pas de charge : PPMS, projet d'école pour les premiers, PPCR, changement de rythme scolaire ... pour les seconds. Tout ceci entraîne de la souffrance au travail que malheureusement, l'institution ne veut pas reconnaître !

Une autre forme de souffrance est générée chez les collègues qui travaillent dans les CIO du département. Est-ce qu'aujourd'hui, le Conseil Départemental est en mesure de donner plus de lisibilité sur l'avenir qui leur est réservé ?

Dans le second degré, la rentrée en chanson s'est plutôt annoncée sous le signe de l'inquiétude et de la lassitude. Les personnels ont besoin de temps et de sérénité pour travailler efficacement au service des élèves : à chaque nouveau ministre, une nouvelle réforme qui détricote celle mise en place à peine un ou deux ans avant ! Tant d'investissement, de travail avec une mise en œuvre aux forceps de la réforme du collège de la Ministre Vallaud-Belkacem pour finalement revenir en arrière sur un certain nombre de points. Si le SNES-FSU a toujours porté un regard critique sur cette réforme, la méthode et la réalité de l'assouplissement portées par notre nouveau ministre sont de mauvais augure pour l'avenir de l'École : les sections bilingues, le latin et le grec sont certes rétablis mais sans financement car la DHG avait été votée dans le cadrage de la réforme ! Il s'agit davantage d'une fanfaronnade que d'une réelle opportunité d'assouplissement offerte aux établissements.

De plus, le dispositif « devoirs faits » en collège questionne fortement nos collègues quant à sa mise en œuvre. Dans de nombreux établissements, il a fallu convaincre les familles dont les enfants sont en difficulté d'y participer mais rassurons-nous d'après Madame le Recteur, ce n'est pas eux qu'il faut cibler ! Dans un département rural, l'organisation résulte d'un bricolage consistant avant tout à combler les heures de permanence avec des intervenants

volontaires aux compétences variables. Pour le SNES-FSU, l'aide aux élèves doit se faire avant tout dans la classe par les enseignants, sur leur temps de service, avec des effectifs raisonnables et des moyens permettant d'organiser dans toutes les disciplines du travail en groupe à effectif réduit.

Au lycée, l'annonce d'une probable réforme du baccalauréat avec plusieurs annonces contradictoires interroge, d'autant que les nouvelles procédures d'affectation dans le supérieur, sans création de places supplémentaires, ne semblent pas régler les situations tendues. Par ailleurs, la région Grand-Est mène une politique du tout numérique : le lycée 4.0 ! Or, par manque d'anticipation et de préparation, les dysfonctionnements sont nombreux et la situation d'enseignement est beaucoup plus compliquée qu'auparavant. Le reste à charge du prix de l'équipement pour les élèves est rédhibitoire pour certaines familles d'où des élèves non équipés. De plus, les manuels numériques et le pack office ne sont aujourd'hui que partiellement téléchargeables. Comment ne pas creuser les inégalités en stigmatisant ceux qui ne peuvent s'équiper ? Comment la région compte-t-elle aider ces élèves ? Pourquoi la nécessité du TOUT numérique alors que M. le ministre y est défavorable ? Enfin, la question de l'intérêt pédagogique de l'outil n'a jamais été posée, ce qui aurait dû être un travail préalable à ce projet. Le SNES-FSU n'est pas hostile à la modernité mais il déplore une mutation avant tout idéologique. Opérer une telle transformation ne peut pas se passer d'une réflexion sur les enjeux d'une telle pédagogie avec ses effets positifs et négatifs, en particulier sur l'équilibre nécessaire pour nos élèves concernant les usages de l'outil numérique.

Enfin, le SNES-FSU s'inquiète de la multiplication du recrutement des services civiques dans les établissements cette année. Alors que dans les préconisations un service civique ne doit pas remplacer un emploi existant, on remarque de plus en plus que certains d'entre eux sont utilisés à pallier les manques d'AED en vie scolaire (surveillance de cour, de self, permanences et retenues...) ou pour répondre aux demandes d'orientation en lycée. Or, pour remplir certaines missions, on ne peut se passer d'une réelle formation (orientation, aide aux devoirs) d'autant que le dispositif s'adresse avant tout à des jeunes en décrochage scolaire qui peuvent eux-mêmes avoir rencontré des difficultés scolaires. Malheureusement, encore une fois, il semblerait bien qu'il s'agisse surtout de disposer d'une main d'œuvre à faible coût avec un recrutement très inégal selon les établissements compte-tenu de certaines missions qui leurs sont confiées. La FSU demande un bilan sur l'utilisation de ces services civiques dans le département et qu'une véritable formation leur soit donnée.

La FSU met en garde le gouvernement, suite aux annonces du ministre de l'action et des comptes publics, contre toute tentative d'étalement des mesures PPCR : les engagements de l'Etat doivent être respectés ! Le gel du point d'indice, la hausse de la CSG sont déjà de lourdes attaques portées au pouvoir d'achat des personnels.

La FSU attend avec une certaine appréhension ce qui risque de sortir de la cuisine présidentielle. En effet, les idéologies libérales qui prônent l'individualisme et l'autonomie mettent en concurrence des établissements qui ne travaillent pas avec des élèves porteurs des mêmes difficultés. Pour ceux qui échoueront ce sera uniquement de leur responsabilité, l'Etat s'en lave les mains.